

Des enfants réfugiés  
originaires de la  
République  
démocratique du Congo  
puisent de l'eau de la  
rivière Oubangui.

## | Environnement opérationnel |

Si de nombreux pays de l'Afrique centrale et des Grands Lacs ont retrouvé un calme relatif, la région continue de subir les effets de la guerre et des troubles politiques, forçant des centaines de milliers de gens à s'enfuir dans des zones plus sûres, à l'intérieur de leur propre pays ou à l'étranger. Près de 3,3 millions de personnes relèvent de la compétence du HCR dans la sous-région, parmi lesquelles les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires de la République démocratique du Congo (RDC) représentent le groupe le plus important.

Des opérations militaires conjointement menées par les armées congolaise, rwandaise et ougandaise dans les régions situées à l'est de la RDC avaient permis d'espérer que le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et la Province Orientale renoueraient avec la paix et la stabilité ; cependant, la situation reste explosive en raison de la présence de divers groupes armés. En novembre 2009, des affrontements interethniques dans la province de l'Équateur ont poussé plus de 130 000 personnes à se réfugier en République centrafricaine et au Congo. En outre, 70 000 personnes au moins ont été déplacées de force à l'intérieur du pays.

En République centrafricaine (RCA), la situation sécuritaire demeure tendue notamment en raison de l'étendue et de la perméabilité des frontières qui séparent le territoire national de pays voisins en proie à des conflits internes, comme la RDC, le Soudan et le Tchad. Le caractère civil des camps de réfugiés établis en RCA est menacé par la présence d'éléments armés, de sorte que les réfugiés risquent tout particulièrement d'être enrôlés de force comme combattants ou de subir des violences sexuelles.

Depuis juin 2009, les violences perpétrées par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) dans l'est de la RDC ont contraint quelque 5 000 personnes à abandonner leur foyer et à chercher un asile dans la préfecture du Haut-Mbomou en RCA. Par la suite, en novembre 2009, le chaos qui régnait dans la province de l'Équateur, en RDC, a provoqué l'exode de quelque 18 000 réfugiés dans la préfecture de la Lobaye, au sud de la République centrafricaine.

**Burundi**

**Cameroun**

**République centrafricaine**

**Congo (République du)**

**République démocratique du Congo**

**Gabon**

**Rwanda**

**République-Unie de Tanzanie**



# Afrique centrale et Grands Lacs







La République du Congo accueille plus de 114 700 réfugiés en provenance de la province de l'Équateur (RDC). Le HCR recherche des solutions durables pour ce groupe, tout en lui fournissant une aide. Il plaide en outre en faveur de l'intégration sur place des 10 000 réfugiés qui vivent au nord du Congo et ont choisi d'y rester après la fin de l'opération de rapatriement librement consenti vers la RDC en 2008. Pour ce groupe, la principale difficulté consiste à parvenir à l'autosuffisance, en raison du manque de moyens de subsistance.

La République-Unie de Tanzanie a donné la preuve de sa volonté de mettre un terme à la difficile situation des réfugiés dans le pays en prenant la décision sans précédent d'accorder la nationalité à plus de 162 200 réfugiés burundais. Ces réfugiés vivaient dans les « anciennes zones d'installation » situées au nord-ouest de la Tanzanie depuis 1972. Quoique récemment naturalisés, ils relèvent toujours de la compétence du HCR car ils ne peuvent pas encore exercer tous les droits que leur confère leur qualité de citoyens. Il faudra pour cela que les procédures nécessaires à leur intégration sur place soient finalisées et appliquées. D'ici à la fin de l'année 2010, ces nouveaux citoyens auront été transférés dans 51 districts situés dans 16 régions du pays.

En 2011, l'intégration des Tanzaniens récemment naturalisés dans leur nouveau lieu de résidence sera un objectif de toute première importance pour le Gouvernement, le HCR, d'autres organismes des Nations Unies et les autorités des districts. La Tanzanie prévoit également d'achever le rapatriement de quelque 38 000 réfugiés burundais encore accueillis au camp de Mtabila. Si la sécurité s'améliore dans l'est de la RDC, le rapatriement librement consenti des réfugiés congolais sera également encouragé en 2011.

Au Burundi, les résultats des élections organisées en 2010 devraient consolider la paix et créer des conditions favorables au développement, bien que le retrait de l'opposition du processus électoral puisse menacer la stabilité du pays. La paix pourrait

faciliter le retour de quelque 20 000 réfugiés burundais hébergés au camp de Mtabila en Tanzanie, sur les 38 000 qui y vivent encore.

Au Rwanda, le Gouvernement a prié le HCR de réfléchir à la possibilité d'invoquer la clause de cessation pour les réfugiés rwandais en décembre 2011. Une feuille de route, définissant les mesures à prendre pour aboutir à une telle déclaration, a été élaborée et le Haut Commissariat s'emploie à la mettre en œuvre en collaboration avec le Gouvernement rwandais, les pays d'asile et les acteurs concernés.

Dans le même temps, l'Organisation s'attache à promouvoir le rapatriement librement consenti des Rwandais toujours exilés et recherche d'autres solutions pour les personnes qui ne peuvent rentrer. Il importe de monter des projets de réintégration pour garantir la viabilité des retours au Rwanda, où la pénurie de terres entrave les efforts d'autosuffisance.

## Stratégie en 2011

Le HCR continue à promouvoir des solutions durables, en particulier sous forme de rapatriement librement consenti, pour les réfugiés originaires du Burundi, de la RDC, du Congo et du Rwanda. Des accords tripartites ont été signés pour permettre le rapatriement librement consenti en RDC des personnes réfugiées au Congo et au Rwanda. Un autre accord tripartite entre le Gouvernement de la RDC, le Gouvernement du Rwanda et le HCR est destiné à assurer le rapatriement en RDC des personnes réfugiées au Rwanda et inversement.

Lorsque le rapatriement librement consenti ne peut être envisagé, l'Organisation cherche à faciliter l'intégration sur place et la réinstallation afin d'élargir l'éventail des solutions proposées aux réfugiés qui ont des besoins spécifiques. Le HCR joue également le rôle de chef de file des modules de protection en RCA et en RDC, où il offre protection et assistance, et

coordonne les activités de diverses organisations pour prévenir et répondre aux actes de violences sexuelles et sexistes.

Le Haut Commissariat continuera d'offrir une assistance technique aux gouvernements afin de consolider leurs cadres nationaux d'asile, en particulier au Burundi, au Cameroun, en République centrafricaine, en RDC, au Gabon et au Congo.

## Contraintes

En RDC, la situation politique et sécuritaire demeure précaire et compromet l'action des organisations humanitaires, ainsi que l'accès aux réfugiés. Les réfugiés et les demandeurs d'asile vivent dans des localités reculées, ce qui complique l'enregistrement, ainsi que la distribution de l'aide humanitaire aux personnes vulnérables. De plus, la dépendance des réfugiés vis-à-vis de la protection et de l'assistance, ainsi que le manque d'activités génératrices de revenus, contrarient la réalisation des objectifs du HCR en matière de rapatriement librement consenti et d'intégration sur place.

## Opérations

Les opérations du HCR au **Burundi**, au **Cameroun**, en **République centrafricaine**, en **République du Congo**, en **République démocratique du Congo**, au **Rwanda** et en **République-Unie de Tanzanie** font l'objet de chapitres distincts.

Le **Gabon** accueille quelque 13 000 réfugiés et demandeurs d'asile qui, à l'initiative du Gouvernement, ont commencé à recevoir des cartes d'identité en 2007. Cependant, le processus n'a

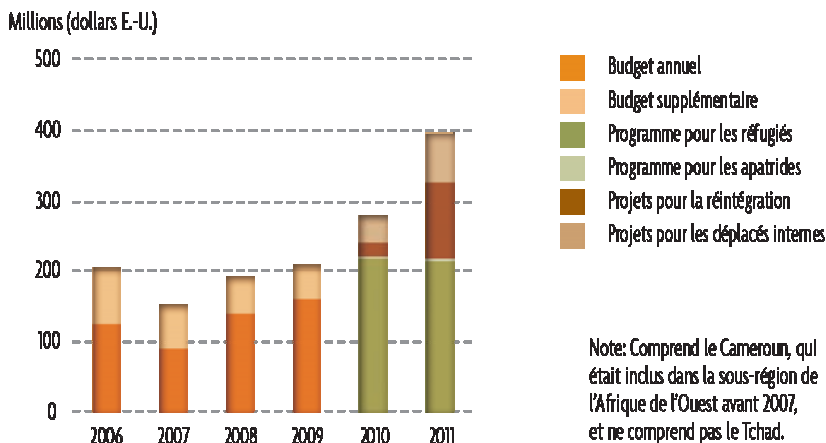
pu être mené à terme en raison des difficultés rencontrées pour obtenir des renseignements auprès des réfugiés qui vivaient dans des lieux isolés. Le HCR continuera à aider le Gouvernement et offrira une aide aux réfugiés qui optent pour l'intégration sur place ou le rapatriement librement consenti. Lorsque ni l'une ni l'autre de ces solutions ne sont possibles, le HCR cherche à réinstaller les plus vulnérables des personnes qui relèvent de sa compétence.

## Informations financières

Entre 2005 et 2009, les efforts déployés pour apporter des solutions durables dans la sous-région, en particulier sous forme de rapatriement, d'intégration sur place et de réintégration, ont entraîné des augmentations dans les budgets s'y rapportant. Ces augmentations ont été accompagnées de réductions correspondantes dans les budgets d'assistance sous forme de soins et d'entretien. Si le total des besoins financiers de l'année 2011 demeure similaire à celui de l'année 2010, les budgets par pays ont augmenté, tandis que le Tchad a été déplacé dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de la Corne. La hausse importante des budgets par pays par rapport aux années précédentes résulte d'efforts visant à remédier à certaines lacunes dans la protection et dans l'assistance, révélées par l'évaluation des besoins globaux de 2010.

En 2011, le HCR aura besoin de plus de 397 millions de dollars E.-U. pour répondre aux besoins des personnes relevant de sa compétence dans la région, l'augmentation étant sensible en particulier dans les budgets des programmes destinés aux réfugiés.

## Budget du HCR pour l'Afrique centrale et les Grands Lacs 2006 – 2011



## Budget du HCR pour l'Afrique centrale et les Grands Lacs (dollars E.-U.)

OPÉRATION	2010 BUDGET RÉVISÉ	2011				TOTAL
		PROGRAMME POUR LES RÉFUGIÉS PILIER 1	PROGRAMME POUR LES APATRIDES PILIER 2	PROJETS POUR LA RÉINTÉGRATION PILIER 3	PROJETS POUR LES DÉPLACÉS INTERNES PILIER 4	
Burundi	37 057 145	34 277 347	285 362	9 180 490	640 017	44 383 216
Cameroun	20 661 773	22 834 527	1 063 000	0	0	23 897 527
Gabon	2 943 788	3 105 610	0	0	0	3 105 610
République centrafricaine	18 560 051	13 045 987	910 012	0	10 685 655	24 641 654
République démocratique du Congo	101 922 206	61 537 149	1 984 749	20 183 182	58 903 643	142 608 723
République du Congo	29 614 412	32 639 356	0	0	0	32 639 356
République-Unie de Tanzanie	45 308 995	16 564 295	0	75 184 500	0	91 748 795
Rwanda	22 389 658	31 617 255	0	2 799 319	0	34 416 574
<b>Total</b>	<b>278 458 028</b>	<b>215 621 526</b>	<b>4 243 123</b>	<b>107 347 491</b>	<b>70 229 315</b>	<b>397 441 455</b>